

<b>Titre</b>	Rapport du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (réunions du 28 au 30 septembre et du 8 novembre 2021)
<b>Document</b>	Doc. préel. No 11 REV de novembre 2021
<b>Auteur</b>	Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier
<b>Point de l'ordre du jour</b>	Point à déterminer
<b>Mandat</b>	C&D No 24 du CAGP de 2021
<b>Objectif</b>	Présenter un rapport sur les réunions de septembre et de novembre 2021 du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier
<b>Mesures à prendre</b>	Pour action <input type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour décision <input type="checkbox"/> Pour information <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Annexe(s)</b>	Annexe I : Aide-mémoire des réunions de septembre et de novembre 2021 du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier Annexe II : Liste des participants de la réunion de septembre 2021 du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier Annexe III: Liste des participants de la réunion de novembre 2021 du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier
<b>Document(s) connexe(s)</b>	Doc. préel. No 12 de décembre 2020 du CAGP de 2021, « Rapport du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (réunion du 8 au 10 juillet 2020)

## Table des matières

I.	Introduction .....	3
II.	Conclusions et Recommandations .....	3
	Annexe I .....	5
I.	Introduction .....	5
II.	Projet de Boîte à outils visant à prévenir les pratiques illicites en matière d'adoption internationale et à y remédier .....	5
A.	Introduction de la boîte à outils .....	5
B.	Fiches de synthèse sur les pratiques illicites.....	5
1.	Général.....	5
2.	Fiche de synthèse sur les gains matériels indus.....	6
C.	Liste récapitulative visant à aider les Autorités centrales à prendre des décisions .....	6
D.	Procédure type visant à répondre aux pratiques illicites .....	6
E.	Lignes directrices relatives à la coopération et à la coordination .....	7
III.	Prochaines étapes.....	7
	Annexe II .....	8
	Annexe III .....	14

# **Rapport du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (réunions du 28 au 30 septembre et du 8 novembre 2021)**

## **I. Introduction**

- 1 Du 28 au 30 septembre 2021, le Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (Groupe) s'est réuni par vidéoconférence. La réunion a rassemblé 57 participants issus de 25 États, dont des États d'origine et des États d'accueil, ainsi que de quatre organisations internationales et des membres du Bureau Permanent (BP).
- 2 Le 8 novembre 2021, le Groupe s'est à nouveau réuni par vidéoconférence. La réunion a été suivie par 43 participants représentant 22 États, dont des États d'origine et des États d'accueil, et quatre organisations internationales, ainsi que des membres du BP.
- 3 Le mandat du Groupe consiste à examiner « le développement de formes de coopération plus concrètes et efficaces entre les États afin de prévenir et de répondre aux cas spécifiques d'abus »<sup>1</sup> et plus précisément, d'élaborer une boîte à outils composée des éléments mentionnés dans les précédents rapports du Groupe de travail<sup>2</sup>.
- 4 Lors de sa réunion de 2021, le Conseil sur les affaires générales et la politique de la HCCH (CAGP) a approuvé la proposition du Groupe visant à convoquer une autre réunion<sup>3</sup>.

## **II. Conclusions et Recommandations**

- 5 Le Groupe d'experts invite le CAGP à prendre acte de l'aide-mémoire figurant à l'annexe I, préparé par la Présidente sur la base des délibérations des réunions du Groupe de travail.

---

<sup>1</sup> Voir « Conclusions et Recommandations adoptées par la Troisième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (du 17 au 25 juin 2010) » (C&R de la CS de juin 2010), C&R No 2, disponibles sur le site web de la HCCH, à l'adresse [www.hcch.net](http://www.hcch.net), sous l'Espace Adoption puis « Toutes les Commissions spéciales » ; « Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil sur les affaires générales et la politique (du 5 au 7 avril 2011) », C&R No 24, disponibles sur le site web de la HCCH, à l'adresse [www.hcch.net](http://www.hcch.net), sous les rubriques « Gouvernance » puis « Conseil sur les affaires générales et la politique ».

<sup>2</sup> Voir « Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil sur les affaires générales et la politique (du 14 au 16 mars 2017) », C&R No 24 (voir chemin d'accès indiqué à la note 1).

<sup>3</sup> Voir « Conclusions et Décisions adoptées par le CAGP (du premier au 6 mars 2020) », C&D No 24 (voir chemin indiqué à la note 1).

## **ANNEXES**

## Annexe I

# Aide-mémoire des réunions du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier

## I. Introduction

- 1 Lors de sa réunion de 2021, le Groupe s'est penché sur les domaines du projet de boîte à outils pour lesquels il existe des points de vue divergents, en vue de présenter un projet avancé pour examen lors de la prochaine réunion de la Commission spéciale (CS) sur le fonctionnement pratique de la *Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (Convention Adoption de 1993), provisoirement prévue pour juillet 2022.

## II. Projet de Boîte à outils visant à prévenir les pratiques illicites en matière d'adoption internationale et à y remédier

### A. Introduction de la boîte à outils

- 2 Le Groupe a proposé des révisions aux définitions des termes « adoption illégale » et « pratiques illicites en matière d'adoption internationale ».
- 3 Le Groupe s'est interrogé sur la manière permettant de préciser que les États contractants peuvent également envisager de se référer à la boîte à outils pour traiter des pratiques illicites présumées découlant d'adoptions réalisées avant l'entrée en vigueur de la Convention dans leur État. Le Groupe est convenu que cette question mériterait d'être étudiée plus avant lors de la réunion de la Commission spéciale de 2022.

### B. Fiches de synthèse sur les pratiques illicites

#### 1. Général

- 4 En ce qui concerne les fiches de synthèse, le Groupe d'experts a étudié les aspects suivants :
  - l'interdiction de tout contact direct entre les futurs parents adoptifs et les autorités de l'État d'origine avant d'avoir déposé une demande d'adoption auprès de l'Autorité centrale de leur État de résidence habituelle ;
  - l'interdiction de tout contact entre les futurs parents adoptifs et les parents d'origine et les exceptions prévues à l'article 29 de la Convention Adoption de 1993 ;
  - le contact, sans supervision, entre les futurs parents adoptifs et l'enfant avant l'apparement ;
  - les situations d'urgence et la nécessité de se focaliser sur les efforts visant à réunir l'enfant avec sa famille ;
  - le titre et la portée de la fiche de synthèse sur les futurs parents adoptifs ;
  - les exemples d'abandon anonyme des enfants (par ex., les boîtes à bébé et les naissances anonymes ou secrètes) ;
  - la situation dans laquelle des enfants sont faussement évalués comme ayant des besoins spéciaux dans le but d'accélérer la procédure d'adoption ;
  - le déni illégal d'accès aux informations et l'impact sur l'adopté ;

- la fiche de synthèse sur les gains matériels indus, y compris la possibilité de poursuivre la discussion sur les aspects financiers, en particulier sur le relèvement de certaines des normes minimales.

5 Le Groupe a reconnu que la question des aspects financiers mériterait d'être approfondie lors de la réunion de la Commission spéciale de 2022. D'autres questions (telles que le contact entre les futurs parents adoptifs et l'enfant avant l'apparement ainsi que le refus illégal d'accès aux dossiers) pourraient également méritées d'être approfondies.

## 2. Fiche de synthèse sur les gains matériels indus

6 Lors de la réunion de novembre, le Groupe a approfondi sa discussion sur la fiche de synthèse sur les gains matériels indus, notamment sur les points suivants :

- comment présenter les différents points de vue que les États peuvent avoir en ce qui concerne la séparation des contributions, donations et projets de coopération, de l'adoption internationale ;
- les contributions, donations et projets de coopération visant à soutenir les institutions pour enfants ; et
- l'impact des financements couvrant les frais de prise en charge et / ou l'examen médical (ou autre) de l'enfant.

7 Le Groupe a reconnu que les problèmes concernant les aspects financiers de l'adoption internationale persistent et a par conséquent recommandé de poursuivre les discussions, notamment pour mettre en œuvre correctement la Convention, qui prévoit que « [s]euls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption » (art. 32(2)), ainsi que pour « relever les normes relatives aux gains matériels indus »<sup>4</sup>.

## C. Liste récapitulative visant à aider les Autorités centrales à prendre des décisions

8 En ce qui concerne la liste récapitulative, le Groupe a étudié une nouvelle proposition visant à inclure une étape supplémentaire au cours de laquelle il convient que les États vérifient si l'Autorité centrale de l'État d'accueil a approuvé l'apparement proposé.

9 Le Groupe a également discuté de ce qu'il convient de faire lorsque l'identité d'un enfant ne peut pas être vérifiée (par ex., si l'enfant peut toujours être adopté), et s'il devrait y avoir une vérification supplémentaire indiquant que les parents d'origine et l'enfant (en fonction de son âge et de sa maturité) ont eu la possibilité de consulter un avocat et / ou d'autres professionnels avant de consentir à l'adoption.

10 Le Groupe est convenu que l'inversion du flux pourrait mériter d'être approfondie lors de la réunion de la Commission spéciale de 2022.

## D. Procédure type visant à répondre aux pratiques illicites

11 En ce qui concerne la procédure type, le Groupe a discuté des éléments suivants :

- les références à la confidentialité ;
- dans le cadre des mesures possibles à la suite de l'enquête concernant l'adopté et les familles, si la différence entre une adoption réalisée ou non réalisée dépend de la délivrance du certificat visé à l'article 23 ;

---

<sup>4</sup> Voir Rapport du GT de 2019, 9.

- comment traiter la non-reconnaissance des adoptions internationales dans les situations de pratiques illicites ;
- s'il convient d'inclure des références à d'éventuelles mesures politiques (par ex., des Commissions, des excuses nationales) et à des procédures civiles, ainsi qu'à des mécanismes internationaux lorsque les recours nationaux ont tous été épuisés.

12 Le Groupe a reconnu que les mesures politiques, les éventuelles solutions offertes par la procédure civile et les mécanismes internationaux mériteraient d'être discutés plus avant lors de la réunion de la Commission spéciale de 2022.

#### **E. Lignes directrices relatives à la coopération et à la coordination**

13 Le Groupe n'a pas évoqué les lignes directrices au cours de cette réunion car aucun point spécifique ne justifiait une discussion.

### **III. Prochaines étapes**

14 Le Groupe est convenu des prochaines étapes suivantes en ce qui concerne la boîte à outils :

- Les participants fourniront des commentaires écrits supplémentaires sur la fiche de synthèse sur les gains matériels indus au BP avant le 30 novembre 2021.
- La boîte à outils sera révisée à la lumière des commentaires reçus par écrit avant et pendant (ainsi qu'après pour la fiche de synthèse sur les gains matériels indus) les réunions de septembre et de novembre 2021.
- Une fois révisée, la boîte à outils sera envoyée à l'ensemble des Membres de la HCCH, aux Parties contractantes à la Convention Adoption de 1993 et aux observateurs en vue de la préparation de la prochaine réunion de la Commission spéciale, provisoirement prévue pour juillet 2022.
- Après la Commission spéciale, le BP procédera à une révision définitive du projet de boîte à outils à la lumière des commentaires formulés lors de cette réunion. Si nécessaire, la boîte à outils révisée sera communiquée une dernière fois.
- La version définitive de la boîte à outils sera soumise au CAGP pour approbation.

15 La Présidente du Groupe de travail rendra compte de l'état d'avancement des travaux du Groupe lors de la réunion du CAGP de 2022.

## Annexe II

## Liste des participants du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (réunion du 28 au 30 septembre 2021)

HCCH Members	<b>Australia</b>	Wale	Elisabeth	Assistant Director, Australian Central Authority	Department of Social Services
		Healy	Sarah	Acting Assistant Director, Australian Central Authority	Department of Social Services
		Elliot	Rosie	Policy Officer, Australian Central Authority	Department of Social Services
	<b>Belgium</b>	van den Berghe	Ariane	Director	Flemish Central Authority Adoption, Kind en Gezin
		Rummens	Koen	Staff member	Flemish Central Authority Adoption, Kind en Gezin
	<b>Canada</b>	Riendeau	Marie	Counsel, Constitutional, Administrative and International Law Section	Department of Justice Canada
		O'Donoghue-Given	Erin	Deputy Director, Intercountry Adoption Services, Federal CA Canada for Adoption Convention	Minister of Immigration, Refugees and Citizenship Canada
		Poirier	Geneviève	Directrice générale et Secrétaire à l'adoption internationale	Ministère de la Santé et des Services
	Goupil	Josée-Anne	Directrice générale adjointe des orientations et des programmes relatifs aux clientèles spécifiques et à l'action communautaire	Ministère de la Santé et des Services	



<b>HCCH Members</b>	<b>Chile</b>	Strobel	Martina	Head of International Affairs	National Service for the Protection of Minors
		Fernández	Marisol	Head of Unit, International Adoption Division	National Service for the Protection of Minors
		Orellana	Orietta	Lawyer, Adoption Division	National Service for the Protection of Minors
		García González	Diego	Diplomat	Embassy of Chile
	<b>China</b>	Wang	Dongliang	Division for Child Adoption, Department of Child Welfare	Ministry of Civil Affairs
		Qiu	Chengkai	Department of International Cooperation	Ministry of Civil Affairs
		Shu	Mengyao	Department of Treaty and Law	Ministry of Foreign Affairs
		leong	Ka Fai	Treaty Division	Ministry of Foreign Affairs
	<b>Croatia</b>	Tutić	Martina	Head of Service for International Cooperation in the field of Protection of Children	Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy
		Majstorovic	Irena	Professor at the Faculty of Law	University of Zagreb
		Palić Babić	Jasna	Higher Counsellor Specialist	Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy

<b>HCCH Members</b>	<b>Denmark</b>	Rønnow Søndergaard	Karin	Legal Adviser	National Social Appeals Board
		Haahr-Pedersen	Karina	Legal Adviser	National Social Appeals Board
	<b>France</b>	Rolland-Piegue	Etienne	Chef de la Mission de l'Adoption Internationale	Mission de l'Adoption internationale (MAI)
	<b>Italy</b>	Barberi	Alessandra	Executive service adoption - Technical Secretariat	Commission for International Adoption
		Moyersoén	Joseph	Focal Point on External relations and International cooperation - Technical Secretariat, Commission on Inter-Country Adoption	Commission for International Adoption
		Guerrieri	Anna	CAI Member	Commission for International Adoption
	<b>Malta</b>	Frendo	Denise	Legal Officer, Adoptions CA Office, CEO Office	Ministry for the Family, Children's Rights and Social Solidarity
		Vella	Roberta Valentina	Research Officer, Malta Central Authority	Ministry for the Family, Children's Rights and Social Solidarity
	<b>Mexico</b>	Mejía Cortés	Dulce María	General Director for Legal Representation and Restitution of the Rights of Girls, Boys and Teenagers	National System for the Comprehensive Development of the Family
		Reyes Moncayo	Miguel Angel	Coordinator of the Family Law's Office, General Direction of Consular Protection and Strategic Planning	Mexican Ministry of Foreign Affairs
	Pérez-Galeana	Patricia	First Secretary	Embassy of the United Mexican States	

<b>HCCH Members</b>	<b>Netherlands</b>	van Leur	Arjan	Policy Officer	Ministry of Justice and Security
	<b>Peru</b>	Cisneros Campoverde	Soledad	Lawyer, General Directorate of Adoption	Ministry of Women and Vulnerable Populations
		Ludeña Torres	Kerin	Executive Director	Ministry of Women and Vulnerable Populations
	<b>Philippines</b>	Abejo	Bernadette	Executive Director	Inter-country Adoption Board (ICAB)
	<b>Portugal</b>	Costa Mendes dos Santos	Eliana	Legal Adviser of the Portuguese Central Authority	Instituto de Segurança Social, I.P.
		Sacur	Bárbara	Clinical Psychologist of the Portuguese Central Authority	Instituto de Segurança Social, I.P.
	<b>Sri Lanka</b>	Perera	Nirmalee	Probation Officer	Department of Probation and Child Care Services
	<b>Switzerland</b>	Schickel-Küng	Joëlle	Co-Head of the Private International Law Unit	Federal Office of Justice
	<b>United States of America</b>	Ferri Light	Marisa	Chief, Adoption Oversight Division, Office of Children's Issues	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs
		Rosalía	Carine	Attorney Adviser <b>(Chair of the Working Group)</b>	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs
Olson		Kjersti	Attorney, Adoption Oversight Division, Office of Children's Issues	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs	

<b>HCCH Members</b>	<b>Viet Nam</b>	Dang	Tran Anh Tuan	Acting Director General of the Department of Adoption	Ministry of Justice
		Pham	Thi Kim Anh	Deputy Director of the Department of Adoption	Ministry of Justice
		Phuong	Nguyen Minh	Deputy Head	Ministry of Justice
<b>HCCH Members non-Contracting Parties</b>	<b>Korea, Republic of</b>	Han	Hyunhee	Judge	Seoul Southern District Court
		Lee	Hwayon	Judge at Seongnam Branch Court, Suwon Family Court	Suwon District Court
<b>Non HCCH Members Contracting Parties</b>	<b>Cabo Verde</b>	Correia	José	President of the International Adoption Council (CAI)	Office of the Attorney General, Central Authority for Adoption
		Cardoso	Cátia	Psychologist, International Adoption Council (CAI)	Office of the Attorney General, Central Authority for Adoption
	<b>Haïti</b>	Guillaume	Andolphe Elie Ducarmel	Assistant Légal	Institut du Bien-être Social et de Recherches (IBESR)
	<b>Togo</b>	Tchilteme Toatre	Pascal	Président du CNAET	Comité National d'Adoption d'Enfants au Togo
		Djanguenane Epse Penn	Y. Falaman	Secrétaire Permanente du CNAET	Comité National d'Adoption d'Enfants au Togo

<b>Observers IGO</b>	<b>UNICEF</b>	Cantwell	Nigel	Senior Consultant for UNICEF	
<b>Observers NGO</b>	<b>Intercountry Adoptee Voices (ICAV )</b>	Long	Lynelle	Founder & Executive Director	Intercountry Adoptee Voices
	<b>International Social Service (ISS)</b>	Binder	Judith	Director International Reference Centre	International Social Service
		Wöllenstein-Tripathi	Jeannette	Deputy Director International Reference Centre	International Social Service
	<b>Nordic Adoption Council (NAC)</b>	Ingvarsson	Kristinn	Executive Director of IAS / NAC representative	Icelandic Adoption Society
<b>HCCH</b>	<b>Permanent Bureau</b>	Bernasconi	Christophe	Secretary General	HCCH
		Martinez-Mora	Laura	Secretary	HCCH
		Page	Capucine	Legal Officer	HCCH
		Borisova	Betina	Intern HCCH	HCCH
		Prénas	Mathilde	Senior Administrative Assistant	HCCH

## Annexe III

## Liste des participants du Groupe de travail sur la prévention des pratiques illicites en matière d'adoption internationale et la manière d'y remédier (réunion du 8 Novembre 2021)

HCCH Members	<b>Australia</b>	Healy	Sarah	Acting Director, Australian Central Authority	Department of Social Services
		Elliot	Rosie	Policy Officer, Australian Central Authority	Department of Social Services
	<b>Belgium</b>	van den Berghe	Ariane	Director	Flemish Central Authority Adoption, Kind en Gezin
		Rummens	Koen	Staff member	Flemish Central Authority Adoption, Kind en Gezin
	<b>Canada</b>	Riendeau	Marie	Counsel, Constitutional, Administrative and International Law Section	Department of Justice Canada
		O'Donoghue-Given	Erin	Deputy Director, Intercountry Adoption Services, Federal CA Canada for Adoption Convention	Minister of Immigration, Refugees and Citizenship Canada
		Poirier	Geneviève	Directrice générale et Secrétaire à l'adoption internationale	Ministère de la Santé et des Services
		Goupil	Josée-Anne	Directrice générale adjointe des orientations et des programmes relatifs aux clientèles spécifiques et à l'action communautaire	Ministère de la Santé et des Services
	<b>Chile</b>	Strobel	Martina	Head of International Affairs	National Service for the Protection of Minors

<b>HCHH Members</b>		Von Schakmann Cabrales	Carolina	Legal Officer, Adoption Division	National Service for the Protection of Minors
	<b>China</b>	leong	Ka Fai	Treaty Division	Ministry of Foreign Affairs
	<b>Croatia</b>	Tutić	Martina	Head of Service for International Cooperation in the field of Protection of Children	Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy
		Majstorovic	Irena	Professor at the Faculty of Law	University of Zagreb
		Palić Babić	Jasna	Higher Counsellor Specialist	Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy
	<b>Denmark</b>	Rønnow Søndergaard	Karin	Legal Adviser	National Social Appeals Board
		Haahr-Pedersen	Karina	Legal Adviser	National Social Appeals Board
	<b>France</b>	Rolland-Piegue	Etienne	Chef de la Mission de l'Adoption Internationale	Mission de l'Adoption Internationale
	<b>Italy</b>	Unable to attend			
	<b>Mexico</b>	Mejía Cortés	Dulce María	General Director for Legal Representation and Restitution of the Rights of Girls, Boys and Teenagers	National System for the Comprehensive Development of the Family
	Reyes Moncayo	Miguel Angel	Coordinator of the Family Law's Office, General Direction of Consular Protection and Strategic Planning	Mexican Ministry of Foreign Affairs	

<b>HCCH Members</b>	<b>Netherlands</b>	van Leur	Arjan	Policy Officer	Ministry of Justice and Security
	<b>Panama</b>	Mauad	Graciela	General Director of the National Secretariat for Children, Adolescents and the Family	National Secretariat for Children, Adolescents and the Family
	<b>Peru</b>	Ludeña Torres	Kerin	Lawyer, General Directorate of Adoption	Ministry of Women and Vulnerable Populations
	<b>Philippines</b>	Abejo	Bernadette	Executive Director	Inter-country Adoption Board (ICAB)
	<b>Portugal</b>	Costa Mendes dos Santos	Eliana	Legal Adviser of the Portuguese Central Authority	Instituto de Segurança Social, I.P.
		Sacur	Bárbara	Clinical Psychologist of the Portuguese Central Authority	Instituto de Segurança Social, I.P.
	<b>Sri Lanka</b>	Perera	Nirmalee	Probation Officer	Department of Probation and Child Care Services
	<b>Switzerland</b>	Schickel-Küng	Joëlle	Co-Head of the Private International Law Unit	Federal Office of Justice
		Javaux Vena	Maryse	Legal Advisor, Private International Law Unit	Federal Office of Justice
	<b>United States of America</b>	Ferri Light	Marisa	Chief, Adoption Oversight Division, Office of Children's Issues	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs
	Rosalia	Carine	Attorney Adviser (Chair of the Working Group)	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs	



<b>HCCH Members</b>		Olson	Kjersti	Attorney, Adoption Oversight Division, Office of Children's Issues	U.S. Department of State, Office of Legal Affairs for Overseas Citizen Services, Bureau of Consular Affairs
	<b>Viet Nam</b>	Dang	Tran Anh Tuan	Acting Director General of the Department of Adoption	Ministry of Justice
		Pham	Thi Kim Anh	Deputy Director of the Department of Adoption	Ministry of Justice
		Phuong	Nguyen Minh	Deputy Head	Ministry of Justice
<b>Non HCCH Members Contracting Parties</b>	<b>Cabo Verde</b>	Correia	José	President of the International Adoption Council (CAI)	Office of the Attorney General, Central Authority for Adoption
		Cardoso	Cátia	Psychologist, International Adoption Council (CAI)	Office of the Attorney General, Central Authority for Adoption
	<b>Haïti</b>	Guillaume	Andolphe Elie Ducarmel	Assistant Légal	Institut du Bien-être Social et de Recherches (IBESR)
	<b>Togo</b>	Pascal	Tchilteme Toatre	Président du CNAET	Comité National d'Adoption d'Enfants au Togo
<b>Observers IGO</b>	<b>UNICEF</b>	Cantwell	Nigel	Senior Consultant for UNICEF	

<b>Observers NGO</b>	<b>Intercountry Adoptee Voices (ICAV )</b>	Long	Lynelle	Founder & Executive Director	Intercountry Adoptee Voices (ICAV )
	<b>International Social Service (ISS)</b>	Binder	Judith	Director International Reference	International Social Service (ISS)
		Wöllenstein-Tripathi	Jeannette	Deputy Director International Reference Children's rights specialist and IRC Coordinator	International Social Service (ISS)
	<b>Nordic Adoption Council (NAC)</b>	Ingvarsson	Kristinn	Executive Director of IAS / NAC representative	Icelandic Adoption Society
<b>HCCH</b>	<b>Permanent Bureau</b>	Martinez-Mora	Laura	Secretary	HCCH
		Page	Capucine	Legal Officer	HCCH
		Borisova	Betina	Intern HCCH	HCCH
		Prénas	Mathilde	Senior Administrative Assistant	HCCH
		Hauwkins	Stuart	Website / IT Officer	HCCH
		Stucken	Sabrina	Administrative Assistant	HCCH

